



Candidat  
**Roger CALVEZ**

Suppléante  
**Françoise SAGE**

**PARTI  
OUVRIER  
INDÉPENDANT  
DÉMOCRATIQUE**

Comité de Brest  
POID.Brest@laposte.net

DES CANDIDATS

**POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER  
AU SEUL SERVICE DES INTÉRÊTS DU PEUPLE  
POUR LA RUPTURE AVEC L'UE ET LA V<sup>E</sup> RÉPUBLIQUE**



***La mise en œuvre du « Pacte de responsabilité » – dont les collectivités locales se font les relais au département et à la ville – en application des directives européennes entraîne des mesures d'austérité contre la population laborieuse.***

Pour en donner quelques exemples :

- › Fermetures de lits à l'hôpital de Brest, **suppression de 168 postes de personnels** et « hôpital sous tension » depuis plus de 9 mois avec des conséquences dramatiques pour les patients et des conditions de travail insupportables pour le personnel hospitalier ;
- › Manque de médecins généralistes et de spécialistes lié à la restriction du nombre de médecins formés, **pas d'augmentation du numérus clausus à la Fac de Médecine de Brest** faute d'enseignants-chercheurs ;
- › **Fermetures de bureaux de poste sur la ville de Brest** (trois bureaux de postes et neuf tournées de facteurs supprimés) et de trois guichets SNCF ; **transfert de la plateforme de tri postal de Brest sur Rennes** ;
- › Projet de fermeture du foyer-logement de personnes âgées de Saint-Marc (après celui d'Estienne D'Orves en 2012) ;
- › Réduction des accueils dans les centres CAF et de Sécurité sociale ;
- › **Suppression des agents de sécurité à la sortie des écoles** (les parents ont manifesté en nombre après le décès d'un enfant de 10 ans le 15 décembre dernier à la sortie de l'école) ;
- › Fermeture du collège de Kérichen en 2016 et suppression d'un poste de CPE cette année au lycée ;
- › Suppression de toutes les aides aux projets pédagogiques des collèges et lycées ;
- › Près de 5.000 personnes ont défilé dans les rues de Roscoff pour défendre le centre de Perharidy (le seul du Grand Ouest), menacé par la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation.
- › Non à la désindustrialisation : Jabil a fermé il y a peu après avoir employé près de 1000 salariés. Non à la liquidation de la réparation navale à Brest menacée par la concurrence des chantiers polonais (comme pour le navire de Genavir financé à 100 % par le contribuable et jusqu'alors entretenu à Brest). Non à la privatisation des Arsenaux qui va chercher ses marchés à l'exportation et vendre ses armes partout dans le monde multipliant les foyers de guerre : pour le retour au Monopole d'Etat des Arsenaux.

**Toutes ces mesures tournent le dos aux besoins de la population,  
des travailleurs et des jeunes. Cela suffit !**

## Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V<sup>e</sup> République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V<sup>e</sup> République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante** souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, nous opposons la **lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

**Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.**

**Rejoignez-nous !**

